



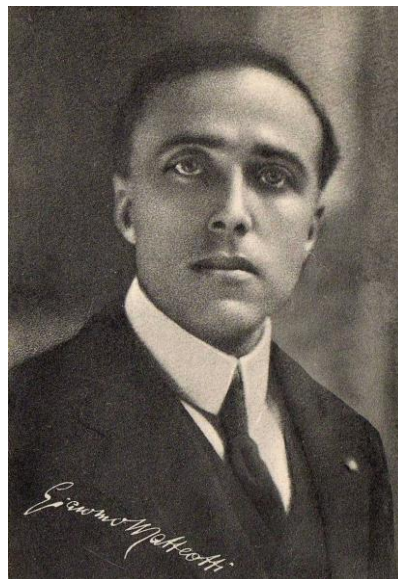
Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

L'assassinat de Matteotti : point de bascule de l'Italie vers le fascisme

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Juin 2024

Il y a tout juste cent ans, le 10 juin 1924, le leader socialiste italien Giacomo Matteotti est enlevé et assassiné. Certes, il n'est pas la première victime du fascisme, mais il deviendra rapidement l'incarnation de la résistance à celui-ci, sinon son premier martyr. Le crime ébranle la société italienne, à un moment où Mussolini et ses alliés n'ont pas encore mis la main sur l'ensemble de l'appareil d'État. Les mois qui suivent seront décisifs, mais les démocrates italiens ne parviendront pas à saisir l'ultime chance de barrer la route à la dictature. Rappelons que l'instauration de celle-ci pris du temps, le résultat d'un processus relativement lent qui s'est étalé sur plusieurs années, depuis la marche sur Rome en octobre 1922 jusqu'aux lois fascistissimes de 1925-1926 et la mise au pas du pays. L'assassinat de Matteotti est un moment de bascule dans cette progression. Il aurait pu constituer un moment d'arrêt, il a finalement donné un coup d'accélérateur. Il a aussi offert la démonstration, une fois de plus, que la violence d'État fait partie de l'ADN fasciste.



En avril 1924, Giacomo Matteotti, 39 ans, est une figure montante de l'opposition, c'est l'un des rescapés de la réforme électorale – la loi Acerbo (juillet 1923) – qui a permis aux fascistes d'obtenir une surreprésentation écrasante à la Chambre des représentants. Un vernis démocratique subsiste encore, avec une opposition réduite à peau de chagrin qui tente encore de faire entendre sa voix.

Le 30 mai 1924, le député prend la parole devant la nouvelle Chambre, sous les invectives, les menaces et les insultes. Dans un long réquisitoire, il dénonce le nouveau système électoral, énumère les infractions commises durant les élections, les fraudes massives, les intimidations et la violence des milices fascistes contre l'opposition et la presse. Son discours terminé, il aurait dit à ses amis : « Maintenant, vous pouvez préparer mon oraison funèbre. » Il réitère ses accusations le 4 juin, continuant à dénoncer la menace que fait peser le Parti national fasciste (PNF) sur la démocratie italienne.

Il disparaît quelques jours plus tard, alors qu'il doit prononcer un discours sur la politique financière. Des témoins l'ont vu être embarqué de force dans une voiture par cinq individus alors qu'il vient de sortir de chez lui. L'enlèvement et l'assassinat dénotent un complet amateurisme ; après quelques jours d'enquête, la police connaît, grâce à de nombreux témoignages, le nom de Filippo Filippelli, journaliste et avocat proche du parti fasciste, qui a loué la voiture. Elle connaît rapidement aussi le chef de l'expédition Amerigo Dumini, criminel et militant du PNF. L'un des assassins arrêtés donnera même à la police des détails sur les conditions du meurtre. On ne retrouvera cependant le corps que deux mois plus tard, le 16 août, dans la campagne, à une vingtaine de kilomètres de la capitale.

La presse et l'opposition ne sont pas encore cadenassées comme elles le seront bientôt. Les détails de l'enlèvement sont rapidement étalés en une des journaux et les remous sont énormes, tant en Italie qu'à l'étranger. Tous les regards se tournent naturellement vers Mussolini dont l'avenir politique semble un moment compromis. Protestations et manifestations s'élèvent du nord au sud du pays, jusqu'à l'intérieur du PNF, qui reste finalement fidèle au Duce. L'attitude du Roi est ambiguë, sinon complaisante vis-à-vis des fascistes : il ne condamne pas. Jusqu'à aujourd'hui, la question de la responsabilité directe de Mussolini dans l'assassinat reste ouverte. S'il n'a pas donné l'ordre, nul doute cependant que les assassins pensaient jouir d'une complète immunité et aller dans le sens de sa volonté.

Mais les fascistes n'ont pas encore le contrôle absolu de la police et de la justice. L'enquête est dirigée par le magistrat Mauro Del Giudice qui tente de préserver l'indépendance de son instruction. Convaincu de la culpabilité du régime, il ne manque pas de courage et de pugnacité. Une intransigeance qui lui coûta sa carrière, il sera l'année suivante forcé de quitter Rome pour Catane (Sicile)¹.

Pris dans la tourmente, le Duce ne peut éviter le sacrifice de plusieurs de ses proches : Emilio De Bono, chef de la police et de la sûreté, est contraint de démissionner de toutes ses fonctions, y compris celle de chef de la milice. Giovanni Marinelli, le secrétaire du parti et Filippo Filippelli sont incarcérés. Cesare Rossi, le chef du service de presse de Mussolini est en fuite. Le pouvoir chancelle, mais l'opposition ne parvient pas à porter l'estocade. Trop nombreux sont ceux qui redoutent, à droite, au centre, dans l'Église, au Palais, etc. l'instabilité qui résulterait d'une chute du régime. Après une période de flottement, où les institutions semblent résister et les démocrates trouver un nouveau souffle, le rouleau compresseur fasciste se met en route. Du sommet de l'État à la rue, la violence brise toutes les voix dissidentes (presse, syndicats, intellectuels, partis, etc.), un coup d'État qui s'étale sur plusieurs mois, progressivement, mais implacablement. Profitant de la passivité ou de la complaisance de ceux qui voient dans le bolchévisme une menace pire, les fascistes s'attèlent à terminer la mise au pas du pays, et ce pour vingt ans.

¹ Dans le film de Florestano Vancini *L'assassinat de Matteotti* (1973), Del Giudice est interprété par Vittorio De Sica, le célèbre réalisateur, l'un des pères du néoréalisme italien.

Le 3 janvier 1925, Mussolini prononce un discours devant la Chambre où il assume toutes les violences passées, annonce celles à venir, exprimant clairement sa volonté de mener l'Italie à la dictature.

Je déclare ici, devant cette assemblée et devant le peuple italien tout entier, que j'assume, moi seul, la responsabilité politique, morale et historique de tout ce qui s'est passé [...] Si le fascisme a été une association criminelle, je suis le chef de cette association criminelle ! Si toute cette violence est le résultat d'un certain climat historique, politique et moral, j'en suis responsable, car ce climat historique, politique et moral, c'est moi qui l'ai créé [...] Un peuple ne respecte pas un gouvernement qui se laisse vilipender. Le peuple veut que sa dignité soit reflétée dans la dignité du gouvernement, et le peuple même avant moi a dit : « Assez ! La coupe est pleine ! »

Lorsque deux éléments s'affrontent irréductiblement, la seule solution réside dans la force. Il n'y a jamais eu d'autres solutions dans l'histoire et il n'y en aura jamais².

Les années 1925 et 1926 sont marquées par la destruction de ce qui subsiste de la démocratie italienne : mise au pas de la presse, interdiction des syndicats et des partis politiques non fascistes, interdiction des grèves, création du Tribunal spécial pour la sécurité de l'État, réforme en profondeur des services de police et de sécurité, nomination des autorités communales et provinciales par l'exécutif, etc. Le 8 novembre 1926, Antonio Gramsci, le théoricien et dirigeant historique du Parti communiste italien est arrêté. Il sera condamné 18 mois plus tard à 20 ans de prison, où il croupira jusqu'à sa mort en avril 1937. Le lendemain, tous les députés de l'opposition sont déchus de leur mandat ; les voix discordantes sont désormais pourchassées à travers le pays, emprisonnées ou déportées aux îles Lipari ou de Ponza. D'autres comme Filippo Turati, Pietro Nenni ou Palmiro Togliatti prennent la route de l'exil.

Quant aux assassins, trois d'entre eux – Albino Volpi, Amerigo Dumini et Amleto Poveromo – sont jugés en mars 1926 et condamnés à près six ans de prison, mais ils sont libérés à la suite d'une amnistie générale décrétée à la fin de l'année. Un nouveau procès sera néanmoins ouvert après la guerre, en 1947, et les trois mêmes accusés seront condamnés à la prison à perpétuité, peine commuée en trente ans de réclusion, en raison de leur âge.

Giacomo Matteotti est rapidement devenu une figure mythique de l'antifascisme et de la gauche, dont la mémoire a longtemps été mise en avant – on se souvient des brigades Matteotti durant la guerre civile italienne (1943-1945). Son assassinat est depuis largement tombé dans l'oubli, excepté en Italie, où il est encore doté d'une forte charge symbolique. Là-bas, nombre de places et de rues portent encore son nom. En Belgique aussi d'ailleurs, comme à La Louvière ou à Seraing (Ougrée), des villes industrielles qui ont connu une forte immigration italienne.

² Texte original : http://www.instoria.it/home/discorso_mussolini_delitto_matteotti.htm, consulté le 3 juin 2024.

Que retenir de ce crime, cent ans plus tard ? En Italie, le couperet de la dictature n'est pas tombé brutalement comme en Allemagne en 1933. Après la marche sur Rome en 1922, il aura fallu encore quatre années, avant que Mussolini ne détruise toute forme d'opposition. Quand Matteotti meurt sous les coups de poignard de ses assassins en 1924, le fascisme est un phénomène relativement nouveau et bon nombre de démocrates n'en ont peut-être pas encore perçu toute la dangerosité. Le crime a été une sorte de révélateur qui aurait pu conduire à sa chute, mais par opportunisme, lâcheté ou division, le sursaut n'a pas eu lieu. Rétrospectivement, il était pourtant minuit moins une.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.